



9, rue Madeleine Brès
BP 1543
25009 Besançon Cedex

LIGUE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE DE FOOTBALL

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2024

LIGUE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE DE FOOTBALL

Association régie par la Loi du 1^{er} Juillet 1901

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2024

A l'Assemblée Générale de l'association LIGUE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE DE FOOTBALL,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LIGUE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE DE FOOTBALL relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de Déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} juillet 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « *Méthodes comptables* » de l'annexe des comptes annuels concernant le principe de continuité d'exploitation.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ses comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations la concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux Comptes

Mazars Bourgogne Franche-Comté

Besançon, le 24 octobre 2024

DocuSigned by:

D392082B0DCE445...

Latif ERGIN
Associé

	Brut	Amortissements Provisions	Net au 30/06/24	Net au 30/06/23
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
<i>Donations temporaires d'usufruit</i>				
Concessions, brevets et droits assimilés	10 358 309,84	592 061,47	9 766 248,37	10 131 527,14
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	64 708,54	2 216,35	62 492,19	
Constructions	153 776,16	22 016,17	131 759,99	116 129,85
Installations techniques et outillage	35 305,71	22 714,66	12 591,05	16 799,70
Autres immobilisations corporelles	1 794 161,20	852 118,16	942 043,04	1 066 880,02
Immobilisations corporelles en cours	680 904,68		680 904,68	151 290,39
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par leg ou donations destinées à être affectés</i>				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	73 182,07		73 182,07	78 661,55
Autres titres immobilisés	100 000,00		100 000,00	200 000,00
Prêts				
Autres	3 606,90		3 606,90	4 826,90
TOTAL	13 263 955,10	1 491 126,81	11 772 828,29	11 766 115,55
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	14 728,20		14 728,20	13 817,33
Créances				
Clients et comptes rattachés	856 808,50	132 865,83	723 942,67	736 683,20
Créances reçues par leg ou donation				
Autres	322 484,93		322 484,93	1 132 014,42
Divers				
Disponibilités	457 697,83		457 697,83	704 585,28
Charges constatées d'avance	50 396,45		50 396,45	34 038,53
TOTAL	1 702 115,91	132 865,83	1 569 250,08	2 621 138,76
Frais d'émission des emprunts				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecarts de conversion Actif				
TOTAL GENERAL	14 966 071,01	1 623 992,64	13 342 078,37	14 387 254,31

	Net au 30/06/24	Net au 30/06/23
PASSIF		
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	3 100 165,64	3 487 623,17
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Report à nouveau		
EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	-720 370,99	-387 457,53
Situation nette	2 379 794,65	3 100 165,64
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	341 393,19	306 620,72
TOTAL	2 721 187,84	3 406 786,36
FONDS REPORTEES OU DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL		
PROVISIONS		
Provisions pour charges	159 559,01	167 884,36
TOTAL	159 559,01	167 884,36
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes / ets crédits	437 779,72	2 886,48
Emprunts et dettes financières diverses	56 217,35	56 488,54
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 924 725,16	10 091 397,26
Dettes des legs et donations		
Dettes fiscales et sociales	486 695,08	481 877,75
Autres dettes	554 440,40	179 933,56
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	1 473,81	
TOTAL	10 461 331,52	10 812 583,59
Ecart de conversion		
TOTAL DU PASSIF	13 342 078,37	14 387 254,31

	du 01/07/23 au 30/06/24	du 01/07/22 au 30/06/23
Définition de la base 100	6 643 030,61	6 601 504,53
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	108 578,00	118 063,00
Vente de biens et services		
Vente de biens	100 355,51	56 044,11
Vente de prestation de services	3 809 284,20	3 532 204,46
Dont parrainage	85 098,76	145 522,09
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	34 750,00	50 250,00
Versement des fondateurs ou consommations de la dotation		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	9 608,00	701,00
Mécénats	25 132,17	39 627,86
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	1 705 531,02	1 939 759,22
Reprise sur amortissemnts, dépréciations, provisions et transf	215 408,64	313 596,80
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	445 955,16	412 869,78
TOTAL	6 454 602,70	6 463 116,23
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	103 980,25	81 111,10
Variation de stocks	-910,87	-11 580,19
Autres achats et charges externes	2 734 643,12	2 786 741,25
Aides financières	745 030,17	674 072,64
Impôts et taxes	239 758,11	221 819,36
Salaires et traitements	1 901 463,38	1 968 220,79
Charges sociales	810 608,55	837 500,85
Dotations aux amortissements et dépréciations	663 117,99	377 252,86
Reports en fonds dédiés		
Dotation aux provisions	75,92	2 771,30
Autres charges	104 572,30	46 915,15
TOTAL	7 302 338,92	6 984 825,11
RESULTAT D'EXPLOITATION	-847 736,22	-521 708,88
Produits Financiers		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	16 924,95	12 750,76
Autres intérêts et produits assimilés		
TOTAL	16 924,95	12 750,76
Charges financières		
Dotation aux amortissements, aux dépréciations et aux provisi		
Intérêts et charges assimilées	6 412,97	297,00
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de VMP		

	du 01/07/23 au 30/06/24	du 01/07/22 au 30/06/23
TOTAL	6 412,97	297,00
RESULTAT FINANCIER	10 511,98	12 453,76
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		
Produits exceptionnels		
Sur opération de gestion	106 375,43	86 992,00
Sur opérations en capital	65 127,53	38 645,54
TOTAL	171 502,96	125 637,54
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	54 649,71	3 839,95
Sur opération en capital		
TOTAL	54 649,71	3 839,95
RESULTAT EXCEPTIONNEL	116 853,25	121 797,59
Participation des salariés au résultat		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	6 643 030,61	6 601 504,53
TOTAL DES CHARGES	7 363 401,60	6 988 962,06
EXCEDENT OU DEFICIT	-720 370,99	-387 457,53
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	184 921,00	179 701,52
TOTAL	184 921,00	179 701,52
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATU		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	184 921,00	179 701,52
TOTAL	184 921,00	179 701,52

Ligue Bourgogne-Franche-Comté de Football
15 rue Ernest CHAMPEAUX
21000 DIJON

ANNEXE

Comptes annuels au 30/06/2024

La Ligue Bourgogne-Franche-Comté de football est une association relevant de la loi 1901. Elle est une organisation non gouvernementale indépendante, privée et sans but lucratif.

L'exercice a une durée de 12 mois et couvre la période du 01/07/2023 au 30/06/2024.

Le document présenté ci-après constitue l'annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos au 30/06/2024 dont le total est de 13 342 078,37 € et au compte de résultat présenté sous forme de liste dont les produits sont de 6 643 030,61€ et dégageant une insuffisance de 720 370,99 €.

Les informations et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels ; les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration le 17 octobre 2024.

Méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis en euros. Ils ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 120-1 et suivants du Plan Comptable Général 2005 et conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif intégrant l'article 1^{er} du règlement ANC n°2019-04 et le règlement ANC n°2020-08.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration du 17 octobre 2024 selon le principe de continuité d'exploitation au vu des prévisions d'activité des 12 mois suivants la clôture au 30 juin 2024 et des prévisions de trésoreries afférentes. L'atteinte des objectifs budgétaires, la réalisation du calendrier prévisionnel sont déterminants dans l'appréciation du principe de continuité d'exploitation.

Les principaux objectifs budgétaires validés en séance du Conseil d'administration du 17 octobre 2024 sont, plus particulièrement, les suivants :

- Le rééchelonnement du troisième surloyer prévu au bail emphytéotique initial du siège social de la ligue sur une durée minimale de 10 ans ;
- Le versement par la FFF des fonds revenant à la Ligue Bourgogne Franche comté de Football au mois de janvier, mars et mai 2025 ;
- La réalisation des objectifs d'économie budgétaire liée à l'exploitation 2024/2025 par le pilotage régulier de sa réalisation.

La non-atteinte de ces prévisions budgétaire et de trésorerie associée serait susceptible de remettre en cause l'application de certains principes comptables et notamment l'évaluation de certains actifs et passifs. »

Et conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'association applique le règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018. La mise en application de ce règlement avait modifié la présentation des comptes annuels de manière rétrospective la saison dernière.

Les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrits ont donc été retenus pour les divers postes de comptes annuels.

Règles et méthodes comptables relatives aux postes du bilan – actif

Evaluation des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont portées à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition, (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Elles sont amorties selon la méthode linéaire ou dégressive en fonction de la durée normale d'utilisation des biens et selon les dispositions fiscales en vigueur.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

À la fin de chaque exercice, une évaluation individuelle est effectuée. Lorsque la valeur d'inventaire fait apparaître, par rapport à la valeur comptable, une dépréciation durable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Immobilisations inscrites en dépenses éligibles dans les comptes d'emploi : les dépenses éligibles au titre des comptes d'emploi et correspondant à des immobilisations sont enregistrées en totalité en charges de fonctionnement conformément à la convention passée avec les organismes financeurs de contrôle, de tarification ou de tutelle. Une fois le compte d'emploi clos, elles peuvent être activées sur les fondements de la réévaluation libre, dans la mesure où elles seront utilisées sur de nouveaux programmes. Le mode et la durée de leur amortissement sont les mêmes que pour les immobilisations acquises d'occasion.

Evaluation des immobilisations financières

Les acquisitions de titres sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition, hors frais accessoires.

À la fin de chaque exercice, une évaluation individuelle est effectuée sur la base de la situation économique de la société concernée. Lorsque cette évaluation fait apparaître, par rapport à la valeur comptable, une dépréciation durable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Une reprise de provision est effectuée dans la mesure où les raisons qui ont motivé la provision ne subsistent plus.

Les créances et autres prêts sont portés à l'actif du bilan à leur valeur nominale. À la fin de chaque exercice, une provision est constituée sur les créances apparaissant partiellement ou totalement irrécupérables.

Evaluation des créances

Les créances sont portées à l'actif du bilan à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est, le cas échéant pratiquée en fin d'exercice pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles certaines créances sont susceptibles de donner lieu.

Cette provision est constituée dans les cas suivants : convention indéniablement non respectée, procédure judiciaire en cours, clubs inactifs et clubs futsal. Le taux de provision est de 100 % sans aucune distinction.

Evaluation des provisions pour risques et charges

Les risques et les charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, entraînent la constitution de provisions, conformément à la législation en vigueur.

Evaluation des dettes

Les dettes sont portées au passif du bilan à leur valeur nominale.

Stocks et en cours

Les stocks à la clôture de l'exercice sont composés de marchandises et d'équipements sportifs destinés aux missions et manifestations.

Les stocks et les travaux en-cours sont évalués au coût de revient ou à la valeur nette de réalisation, si cette dernière est inférieure.

Le coût de revient des matières et marchandises correspond à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Le coût de revient des produits en cours de production correspond à leur coût de production.

Les coûts de revient sont calculés sur la base du « premier entré - premier sorti ».

Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode « premier entré, premier sorti ».

Dépréciation des valeurs mobilières

Les valeurs mobilières de placement ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte du cours moyen du dernier mois de l'exercice.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été portés dans les différents comptes de charges correspondant à leur nature.

Règles et méthodes comptables relatives aux postes du bilan - passif

Fonds associatifs

Les opérations relevant d'un droit de regard des organismes financeurs de contrôle, de tarification ou de tutelle font l'objet d'une comptabilité distincte de celles relevant de la compétence exclusive de l'association et de ses instances de direction. Les premières constituent le domaine de la gestion contrôlée, les secondes, celui de la gestion propre.

L'association n'exerce aucune activité relevant d'une gestion contrôlée.

La situation patrimoniale de l'association est obtenue par agrégation de la gestion propre (Fonds associatifs), et de la gestion contrôlée (Autres fonds associatifs).

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées ayant pour objet le financement de biens sont inscrites directement en « Fonds associatifs » dans la mesure où elles ne sont pas grevées de conditions d'octroi.

Dans le cas contraire, elles sont inscrites en « Autres fonds associatifs ».

Ces subventions sont rapportées au compte de résultat sur la durée d'amortissement des biens concernés lorsqu'ils sont amortissables, ou sur 10 ans au plus dans le cas contraire.

Fonds dédiés

Les subventions de fonctionnement octroyées avec des conditions d'emploi font l'objet d'un suivi individualisé au travers d'un compte d'emploi.

La quote-part des subventions de fonctionnement incombant à l'exercice et non encore utilisée à la clôture est inscrite au passif en « Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement », et en charges au compte de résultat sous la rubrique « Engagements à réaliser sur ressources affectées ». Ces sommes inscrites en fonds dédiés sont reprises en produits au compte de résultat sous la rubrique « Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs », au rythme de réalisation des engagements.

Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de l'Association à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Produits constatés d'avance

Lorsque les subventions de fonctionnement octroyées financent des actions qui s'étalent sur plusieurs exercices, elles sont réparties en fonction des périodes ou étapes définies dans les conventions ou, à défaut, prorata temporis. La quote-part des subventions de fonctionnement incombant aux exercices futurs, et correspondant aux subventions perçues d'avance, est inscrite au passif en « Produits constatés d'avance ».

Règles et méthodes comptables relatives aux postes du compte de résultat*Dépenses prises en compte pour les missions*

L'association intervient principalement dans des régions où, en raison de pratiques commerciales locales, les règlements des dépenses auprès des fournisseurs se font à l'obtention des biens ou des services. Ces dépenses sont en conséquence comptabilisées qu'une fois acquittées dans la mesure où les biens ont effectivement été livrés et les prestations effectuées.

Subventions de fonctionnement

Les subventions d'exploitation sont traitées conformément aux dispositions de l'ANC 2018-06. La fraction attribuée au titre des exercices futurs est inscrite en « Produits constatés d'avance » et l'éventuelle quote-part de l'exercice non utilisée à la clôture donne lieu au constat d'une charge inscrite en « Engagement à réaliser sur ressources non affectées ».

Le suivi des subventions de fonctionnement se fait au travers de comptes d'emploi individualisés.

Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs

Les sommes inscrites sous la rubrique « Fonds dédiés » au bilan sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs ».

Notion de résultat courant et de résultat exceptionnel

Les éléments des activités ordinaires même exceptionnels par leur fréquence ou leur montant, sont compris dans le résultat courant. Seuls les éléments ne se rapportant pas aux activités ordinaires de l'association sont comptabilisés dans le résultat exceptionnel.

Evaluation des contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires sont, par nature, effectuées à titre gratuit. Elles correspondent au bénévolat, aux mises à disposition de personnes par des entités tierces ainsi que de biens meubles ou immeubles, auxquels il convient d'assimiler les dons en nature redistribués ou consommés en l'état par l'association. Elles sont valorisées dans la mesure où l'on dispose à leur égard de méthodes d'enregistrement fiables, d'informations quantitatives et valorisables et que leur montant est significatif.

ANC 2018-06

L'application de l'ANC 2018-06 avait été effectuée à compter de l'exercice clos au 30/06/2022.

Immobilisations incorporelles

L'association a signé sur l'exercice précédent un bail emphytéotique portant sur 28 annuités par un acte authentique daté du 21 décembre 2022. Dans ce cadre, un engagement à payer les loyers jusqu'au terme du bail a été donné au bailleur. Cet engagement porte sur 28 annuités de 250 000 euros HT et 3 surloyers complémentaires annuels de 555 555 euros HT sur les trois premières années du bail ce qui porte l'engagement total à 10 399 998 euros TTC. Conformément aux articles 211-1, 211-5 et 212-1 du PCG, l'association a opté pour l'activation de ce contrat de bail. En conséquence un actif incorporel de 10 174 666 € a été reconnu en comptabilité en contrepartie d'une dette fournisseur envers le bailleur. Cet actif a été évalué sur la base des loyers cumulés auxquels s'ajoutent la TVA non déductible estimée sur la base de l'exercice clos le 30 juin 2023. Cet actif sera amorti selon la méthode linéaire sur la durée du bail emphytéotique.

De même, l'association a opté pour l'activation des frais d'actes liée au bail emphytéotique.

L'exercice comprend la 1ère année complète d'amortissement.

Autres informations

Un contrôle URSSAF a été effectué sur l'exercice au titre des années 2021 – 2022 et 2023. La lettre d'observation transmise le 4 septembre 2024 et fait état d'une régularisation défavorable de 47 752 €. Le principal chef de redressement est contesté avec des éléments portant à croire une issue favorable est possible, le montant du redressement n'a pas été provisionné au 30/06/2024.

Incidences crise sanitaire – pandémie Covid 19

L'activité n'a pas été perturbée pour cet exercice.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes.

Catégorie	Mode	Durée
Terrains	Linéaire	0-30 ans
Constructions	Linéaire	15 à 40 ans
Agencement, aménagements	Linéaire	4 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	4 à 10 ans
Matériels, outillage	Linéaire	1 à 15 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	0 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	0 à 10 ans
Bail	Linéaire	28 ans

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Diminutions	Augmentations	Valeur brut fin exercice
Autres postes d'immobilisations incorporelles	10 351 830		6 480	10 358 309
Terrains / agencements terrains	0		64 709	64 709
Constructions	0		2	2
Installations générales	120 128		33 646	153 774
Install. Techniques, outillage	36 871	1 565		35 306
Install. Agencement	5 130			5 130
Matériel de transport	188 787	133 139		55 648
Matériel de bureau et info, mobilier	1 658 536	1 666	76 514	1 733 384
Immobilisations corporelles en cours	151 290		529 614	680 904
TOTAL	12 512 572	136 370	710 965	13 087 166
Immobilisations financières	219 002	100 000	521	119 522
Dépôts, cautionnement et autres	64 486	7 220		57 267
TOTAL	283 488	107 220	521	176 789
TOTAL GENERAL	12 796 060	243 590	711 496	13 263 955

Les immobilisations financières correspondent à :

- Parts sociales CA : 19 472,30 €
- Obligations CA : 100 000 €
- Participation SCI LIGDIS : 50 €

Les dépôts, cautionnements et autres Immos financières :

- Créance / participation LIGDIS : 53 659,77 €
- Dépôt de garantie de 3 607 € (cartes TOTAL 3 300 €, 220 € APRR et 87 € CANAL+)

Etat des amortissements

Situations et mouvements de la période	Montant début d'exercice	Dotations	Diminutions	Montant fin exercice
Autres postes d'immobilisations incorporelles	220 302	371 759		592 061
Agencement terrains		2 216		2 216
Constructions		1		1
Installations générales	3 999	18 016		22 015
Install. Techniques, outillage	20 071	4 209	1 565	22 715
Install. Agencement	31	1 026		1 057
Matériel de transport	188 787		133 139	55 648
Matériel de bureau et info, mobilier	596 754	200 325	1 666	795 413
TOTAL	1 029 944	547 552	136 370	1 441 126

Filiales et participation

	Capitaux propres	Quote-part Détenue en %	Dernier Exercice Résultat
Participations (10 à 50 %) SCI LIGDIS	(10 613)	50	(3 635)

Le dernier résultat connu est celui au 31/12/2023.

Etat des provisions

Provisions	Montant Début exercice	Dotations	Diminutions	Diminutions non utilisées	Montant Fin Période
Sur compte clients	149 938	65 565	82 637		132 866
Amortissements dérogatoires	0				0
Provisions pour IFC	167 884	76	8 401		159 559
Provisions pour ruptures	0				0
TOTAL	317 822	65 641	91 038		292 425

Indemnités de fin de carrière :

Les hypothèses de calcul retenues pour déterminer le montant des engagements ont été déterminées comme suit :

- Départ à la retraite à l'âge de 64 ans
- Profil de carrière à décroissance faible (employés) et moyen (cadres)
- Turn-over : faible
- Taux d'actualisation : 3,60 %

Etat des créances, des échéances et des dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Dépôts, cautionnement et autres	53 659		53 659
Créances clients	723 943	502 263	221 680
Divers état et collectivités publiques	73 052	73 052	
Groupe et associés	2 371	2 371	
Débiteurs divers	247 062	247 062	
Charges constatées d'avance	50 396	50 396	
TOTAL	1 150 483	875 144	275 339

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans
Acomptes et avoirs	106	106	
Fournisseurs et comptes rattachés	8 924 725	1 608 167	7 316 558
Personnel et comptes rattachés	184 063	184 063	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	254 478	254 478	
Impôts et assimilés	48 154	48 154	
Groupes et associés	308 171	308 171	
Autres dettes	246 792	246 792	
Produits constatés d'avance	1 474	1 474	
TOTAL	9 967 963	2 651 405	7 316 558

La ventilation des dettes portant sur les fournisseur et comptes rattachés présentée dans ce tableau n'inclut pas les effets de la renégociation du bail emphytéotique.

Variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	3 487 624				3 100 166
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	-387 458				-720 371
Situation nette	3 100 166				2 379 795
Fonds propres consommables					0
Subventions d'investissement	306 621		84 750	49 978	341 393
Provisions réglementées	0				0
TOTAL	3 406 787		84 750	49 978	2 721 188

Le déficit de l'exercice de 720 370,99 € définitivement acquis au 30/06/2023 sera affecté après approbation par l'assemblée générale en fonds associatifs (autres réserves).

Produits à recevoir

Montant des PAR inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	83 204
Etat – subventions et abt TS	26 808
Disponibilités	234
Créances sociales	10 256
Total	120 502

Charges à payer

Montant des CAP inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	61 497
Dettes fiscales et sociales	334 413
Autres dettes	0
Total	395 910

Charges et produits constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	50 396
Total	50 396

Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	1 474
Total	1 474

Dettes financières :

	Montant Début exercice	Augmentations	Diminutions	Montant Fin période
Dépôts et cautionnements reçus	55 251	1 950	1 507	55 694
Emprunts	2 882	443 508	8 610	437 780
Autres emprunts et dettes	-			
Concours bancaires courant				
TOTAL	58 133	445 458	10 117	493 474

Subventions d'équipement

Subvention	Montant initial	QP de l'exercice	QP totale rapportée au résultat	Montant restant en fin d'exercice
Subvention FFF – vidéo Pole Espoirs	25 000	2 691	2 691	
Subvention CR halle Futsal	8 333	1 667	2 982	22 309
Subvention FFF Invest CT / Siège	300 000	45 000	70 397	5 351
Subvention CR – Foot 5	66 750	0	0	229 603
Subvention FFF – borne recharge	18 000	620	620	66 750
				17 380
TOTAL	418 083	49 978	76 690	341 393

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Produits et charges exceptionnels

Nature	Montant	Imputé au compte
Produits exceptionnels		
- Pénalités de retard / règlement compte	105 392	771100
- Produits divers	984	778800
- Produits cessions EA	15 150	775000
- QP subventions investissement	49 978	777000
Total	171 504	
Charges exceptionnelles		
- Amendes et pénalités	4 500	678800
- Charges diverses exercice antérieur	50 150	678800
Total	54 650	

Transferts de charge

Nature	Montant
FFF – remb MAD	89 483
Aides apprentissage	11 666
District Yonne – part. salaires mutualisation	15 698
Avantage en nature - véhicule	5 993
Divers	1 529
Total	124 369

Engagement hors bilan :

Engagements donnés : Nantissement de compte titres financiers pour un montant de 100 000 €

Engagements reçus : aucun

Rémunération allouée aux dirigeants :

Le Président ainsi que les membres du Conseil d'Administration ne perçoivent pas de rémunération. Les remboursements de frais s'élèvent globalement à 44 242 €.

Les sommes visées par les dispositions de l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 s'élèvent globalement à 266 330 €.

Personnel :

	Interne	Externe
Cadres	21	
Agents de maîtrise et techniciens	20	
Employés	0	
Apprenti	2	

3 cadres d'état sont détachés en plus à temps plein par le ministère.

Valorisation du bénévolat :

Chaque bénévole est tenu d'inscrire le temps passé par ses missions sur chacune des feuilles de frais ou état récapitulatif signé. Les responsables de Pôles suivent par ailleurs mensuellement le temps passé pour les missions exercées hors déplacement à une réunion et en visioconférence.

Pour les officiels (délégués et observateurs), un forfait de 3h est appliqué (forfait qui couvre la durée de la rencontre et les formalités d'après-match), un second forfait de 1h est ajouté par tranche de 50 kms aller sans pouvoir dépasser 3h.

Le montant représenté par l'activité de l'ensemble des bénévoles de l'association a ainsi été évalué à la clôture de l'exercice.

L'activité bénévole représente 15 873 h effectuées par 270 individus.

Ce volume horaire évalué au taux horaire du SMIC représente un montant de 184 921,03 €.

Secteur lucratif

Il est déficitaire de 11 966 € pour un total de produits de 291 623 €.

Compte de résultat et bilan joints à la présente.